

RESTITUTION DE L'ÉVÉNEMENT PARTICIPATIF CITOYEN SUR LA LUTTE CONTRE LA FAIM ORGANISÉE PAR ESPOLIDARITÉ ET ACTION CONTRE LA FAIM

LE 23 MARS 2019
À L'IEP DE LILLE
SUR LE THEME « EAU ET CONFLITS »

DÉROULEMENT GÉNÉRAL

Nombre de personnes présentes

- 34 participants
- 3 organisateur.rices : FAIVRE Léa, AUBINEAU Thomas et MORONVALLE Margot
- 1 intervenant :
 - EYRARD Julien
- Modérateur.rices :
 - FAIVRE Léa et MORONVALLE Margot

SYNTHÈSE DES ÉCHANGES

Q : question / R : réponse / I : intervention

Résumés des interventions des expert.es

I : 2% de la masse globale d'eau est composée d'eau douce (35 millions de km³) et 70% de l'eau utilisée par l'homme l'est pour par l'industrie agricole et industriel. Aujourd'hui 1,5 milliards de personne n'ont

pas d'accès à l'assainissement et cela est en partie dû à une inégalité dans la répartition de l'eau (ex : déficit au Moyen Orient) mais aussi et surtout à une crise de gouvernance. Néanmoins, le nombre de molécule d'eau reste le même car dans la nature rien ne se perd tout se transforme : on ne détruit pas l'eau, on la pollue.

1. L'eau comme raison de guerre : plus depuis l'antiquité car la rentabilité de l'eau n'est pas similaire à celle des ressources exploitées telles que le pétrole, mais la question doit être anticipée notamment en lien avec la sécurité alimentaire (eau agricole)
2. L'eau dans la stratégie politique : un instrument de pouvoir. Etude de cas du Jourdain et des différentes stratégies mises en place par Israël, la Jordanie et la Syrie. Montre l'importance de l'hydro-diplomatie.
3. L'eau dans le conflit : une tactique de guerre dont les populations civiles sont les premières victimes. Etude de cas de la région de Donbass en Ukraine avec le bombardement de stations de pompage, et les attaques sur des camions d'approvisionnement d'eau. Question du Yémen et de l'épidémie de choléra. Question du droit à l'eau (reconnu par les Nations Unies en 2010) et du droit humanitaire international.

DÉBAT SUR LES PROPOSITIONS

Recueil d'idées

Constats, points de convergences globaux, liste des 5 recommandations principales

1. Prévention

- Promouvoir le transfert de technologie entre les pays (assainissement, recyclage, épuration, irrigation...) pour anticiper les stress hydriques
- Education et sensibilisation des populations sur l'empreinte écologique de l'eau, notamment son utilisation dans le secteur agricole (établissements scolaires, conférences...). Pousser le consommateur à privilégier les circuits courts et les produits de saison.
- Promouvoir des technologies qui consomment moins d'eau notamment l'eau potable qui est trop utilisée (toilettes, douches...) et l'agriculture sobre

2. Appliquer le droit à l'eau

- Obligation de ratifier le droit international dans un délai donné. L'article sur le droit à l'eau doit revenir sur le devant des discussion parlementaires (en France l'article n'a pas été voté par le Sénat).

- Réformer le processus de vote du Conseil de Sécurité où toutes les décisions sont bloquées par droit de veto.

3. Sanctions

- L'Union Européenne est en partie responsable du manque de sanctions effectives
- Nécessité d'une agence internationale de l'eau au sein des Nations Unies.
- Apporter une dimension juridique plus restrictive à la question de l'eau.
- Mise en place d'une diplomatie multilatérale sur la gestion des cours d'eau dont la perturbation de l'écoulement perturberait plusieurs territoires.

Signatures

Des organisateur.rices



~~Engagement~~ ENGAGEMENT

AUBINZAU Thomas

FAIVRE-DUPAIGRE

LEA

MORONVILLE Targot

Treankan Bigette

AUGUET Pauline

ASSANI Nassima

Cassandra MR

Monte Goutie

NORTIER

Alice

MILLOT

Louise

MARESCAUX

Teva

TOUSSAINT

Hélène

Belache

Yann

Collignon

Elyse

CARON

Charlotte

YVOZ

Céline

Mehner

Ma Hline

Cottureau

Justine

Bordenave

Emeline

Miller

Antonin

FOURNIER

Louise

MILIANI

Alexandre

GRUIER

Juliette

JULIEN

Héloïse

DAIGER

Thomas

CIRINESI

Chloé

CHABOT

Laura

GIRARD

Trine

Vincent

Marie

Argence

Elis

LILIN

Younis

LASSERRE

Marie

LE GALLIOT

Philippine

NAUD

Laura